

Le dirigeant principal, Soustelle, intellectuel sans idées politiques, est un spécialiste des réseaux de police et d'espionnage. Il procède à un noyautage des administrations, et mise ainsi sur deux tableaux: le régime tel que de Gaulle le désire, et le régime fasciste en cas de besoin.

DE GAULLE ET LE NOUVEAU PARLEMENT

L'Assemblée élue ne correspond pas aux désirs de De Gaulle qui voulait un Parlement « équilibré » lui permettant de jouer plus aisément son rôle « d'arbitre ». Mais il serait faux de penser qu'il y aura bientôt une crise dans ses rapports avec ce Parlement ou qu'une crise sera provoquée bientôt dans l'U.N.R. pour rendre le Parlement plus maniable. Certains font la comparaison avec l'ancien R.P.F., avec sa fraction parlementaire de 1951 qui ne tarda pas à se dissocier au plus grand profit de la droite classique. C'est une erreur qui a pour source l'oubli que nous ne sommes plus dans un régime de démocratie parlementaire, mais dans un régime issu d'une intervention de l'armée. L'Assemblée n'a pas pour rôle de choisir le gouvernement, mais selon les propres termes de De Gaulle de le soutenir. On ne demande aux « hommes nouveaux », qu'ils soient élus de la métropole ou d'Algérie, que d'être des *beni-oui-oui*. D'ailleurs les sessions parlementaires se trouvent réduites au minimum. En outre, ceux qui dirigent, que ce soit de Gaulle ou Soustelle et quelques autres, sont tous munis d'une forte dose de cynisme envers les hommes et elle est fort justifiable envers ces « hommes nouveaux » qu'on va voir se précipiter à la curée vers les postes, prébendes et autres avantages que peut leur procurer leur élection.

Les divergences ne manqueront pas dans les sphères dirigeantes; il en existe déjà et de taille sur la politique économique, comme l'a révélé l'article de Chalandon, trésorier de l'U.N.R. et directeur d'une grosse banque de Paris, sur la politique économique et financière de Pinay. Mais ce sera moins que jamais au Parlement que la question sera tranchée. Cependant, à une étape ultérieure, en cas d'aggravation exceptionnelle de la situation, de crise du régime de Gaulle, un Parlement comme celui que les élections ont donné pourra faciliter considérablement les manœuvres « légales » d'aspirants fascistes.

Nous verrons bientôt comment de Gaulle s'y prendra à l'égard de ce Parlement. Passons maintenant aux deux partis qui se réclament de la classe ouvrière et qui ont été les grands battus de ces élections.

VERS LA FIN DU MOLLETISME DANS LE P. S.

Après la crise de mai, Guy Mollet avait cru avoir joué tout le monde: de Gaulle contre les colonels et les ultras; Duchet et les Indépendants contre Soustelle; Defferre contre les minoritaires qui quittaient son parti; et surtout il voyait la « désintoxication » de la classe ouvrière du P.C.F. se produire à son profit. Le 28 septembre, tous ses désirs paraissaient exaucés, et il monta sur la table de la mairie d'Arras pour annoncer les résultats du référendum. Il n'a pas fallu deux mois pour qu'il s'avère qu'il avait travaillé pour le roi de Prusse...c'est-à-dire pour Soustelle. Les candidats du P.S. ont trinqué, qu'il s'agisse de Lacoste, de Moch, de Defferre ou de Tanguy-Prigent. Lui-même, Mollet, ne passe qu'avec l'appui hautement claironné de l'U.N.R.

Quarante élus au parti qui fut le pivot de la IV^e République! Il faut remonter avant 1900 pour trouver un aussi faible groupe parlementaire socialiste.

Mollet qui, au lendemain de la crise de mai, avait manœuvré pour renvoyer sine die le Congrès du parti, afin d'avoir le temps de retrouver une majorité dans le groupe parlementaire et dans le parti lui-même, a cette fois-ci brusqué les choses: quatre jours après les élections, le Congrès se tenait. Il ne fallait pas laisser le temps aux militants de réfléchir sur les causes de la défaite. Mollet leur a donné en pâture la promesse d'une « opposition constructive » préparant une victoire... pour 1963. De Gaulle pourrait penser qu'il a encore besoin de Mollet dans le gouvernement. D'ailleurs Mollet a mis en avant à ce Congrès l'argument qui peut justifier sa présence au gouvernement: il craint que le balancier aille trop à droite, ce qui aurait ensuite pour conséquence un déplacement trop à gauche (pour lui « à l'Est »).

Quoiqu'il en soit, les élections de novembre seront le point de départ d'un rebondissement de la crise dans le P.S., qui mènera à la fin de la direction Mollet. Car ces députés battus sont aussi, et avec eux bien des

cadres de ce parti, des maires, des conseillers généraux, etc. Et les élections pour ces postes auront bientôt lieu. Ils peuvent pardonner à Mollet d'avoir servi de marche-pied à de Gaulle, mais non de leur faire perdre leurs positions électorales.

Disons quelques mots sur le P.S. autonome et l'U.G.S. Leur association avec les mendessistes dans l'U.F.D. n'a servi qu'à émasculer leur programme. De façon générale, les candidats du P. S. autonome ont obtenu des résultats moins mauvais que ceux de l'U.G.S. Il est à souhaiter que le P. S. autonome tire comme leçon de ces élections la nécessité d'engager une offensive impitoyable contre la direction Mollet, au lieu de s'excuser, comme il le faisait jusqu'alors, d'avoir quitté le parti de celui-ci.

L'IMMOBILISME DE LA DIRECTION THOREZ

Le P. C. F. a perdu 1.600.000 voix sur 1956. Il se retrouve avec un pourcentage de voix égal à celui de 1936 (voir tableau ci-après).

Année	Suffrages	Pourcentage
1924	875.000	9,7
1928	1.063.000	11,4
1932	796.000	9,6
1936	1.502.000	18,3
1945 (1)	5.024.000	26,4
Juin 1946	5.199.000	26,4
Novembre 1946	5.489.000	28,5
1951	4.910.000	25,6
1956	5.532.000	25,7
1958	3.882.000	18,9

(1) A partir de 1945, en raison du vote des femmes, le nombre total des électeurs a plus que doublé.

Il n'est guère besoin d'attendre la tenue du prochain Comité Central pour savoir ce que dira la direction pour minimiser ce profond recul du P.C.F. Elle insiste déjà que le P.C.F. reste le plus fort parti de France, elle dénonce l'iniquité de la loi électorale et ne manque pas de relever tout ce qui est écrit dans la presse internationale à ce sujet, elle souligne les gains (de moins de 2 %) des candidats communistes du premier au second tour.

Il ne faut surtout pas compter sur la moindre autocritique politique. Au contraire, la déclaration du B. P. du 2 décembre souligne que « de nombreux Français, justement soucieux de la grandeur et de l'avenir national » se sont trompés de porte en votant U.N.R. au lieu de voter P.C.F.

ON A LOUPE LE COCHE...

La direction Thorez va essayer de faire croire aux militants communistes qu'il s'agit, comme ce fut plus d'une fois le cas, d'un mauvais moment à passer, mais qu'après le parti reviendra plus fort que jamais. Sur ce point, on peut être sûr que cela ne passera pas aisément. La direction du P.C.F. se gardera bien de reproduire le tableau des votes communistes depuis 1924. Car il en ressort clairement qu'en 1936, avec la première grande poussée des masses, le parti avait pris le départ pour la conquête de la classe ouvrière; qu'en 1945 il avait obtenu la majorité dans la classe ouvrière; qu'à cette époque il y avait des comités dans les usines, des milices armées, et que la direction à cette époque a loupé le coche. On peut dire que, depuis 1952 au moment de l'exclusion de Marty, cette idée essentielle s'est manifestée à plusieurs reprises. Il faudra que Thorez déploie beaucoup d'énergie et dépense beaucoup d'éloquence, pour combattre cette idée qui ne manquera pas de ressurgir avec une force redoublée.

REVISER DEMOCRATIQUEMENT LA CONSTITUTION GAULLISTE!

Thorez s'est affirmé plus que jamais partisan « d'élargir » la démocratie. Il est même pour « la révision démocratique de la Constitution », celle du 28 septembre (voir ses réponses aux cinq questions de « Regards »).